

TROIS “DISCOURS” SUR L’HISTOIRE DE FRANCE

Histoire de France, par J. Bainville (1).— *Histoire politique* (1515-1804), par L. Madelin.— *Histoire religieuse*, par G. Goyau (2)

On pouvait croire que les exigences de la science ou de certains savants avaient à jamais exilé l’Histoire de la Littérature. La connaissance du passé semblait réservée à quelques spécialistes jaloux et dédaigneux ; quant à la curiosité des honnêtes gens, on l’orientait vers le roman et autres frivolités. Grâce à Dieu, les prétentions des contre-maîtres ne suffisent pas toujours à supprimer les architectes ; et d’excellents écrivains, d’ailleurs formés aux plus sûres méthodes, viennent de nous offrir sur l’Histoire de France une série de “Discours” aussi solides qu’agréables.

On sait ce que peut être un “Discours” sur l’Histoire : un récit suivi, ordonné, clair et, s’il se peut, riche de leçons. Il sera nécessairement incomplet ; il risque d’être systématique. L’art de l’historien consistera précisément à dire tout l’essentiel, et à ne pas déformer les faits sous prétexte d’en tirer un enseignement.

De cette double tâche, comment s’est tiré M. Jacques Bainville ? Nous commençons par lui, puisque seul il nous apporte aujourd’hui une Histoire de France. M. Louis Madelin et M. Georges Goyau n’ayant, de cette histoire, écrit que des fragments, considérables il est vrai, mais des fragments.

(1) Edition illustrée.— In-4 carré, sur beau vélin du Marais, avec 28 hors-texte en phototypie et rotogravure. Paris, Plon.

(2) Dans la collection : Histoire de la Nation française (G. Hanotaux). Chaque vol. in-4° de 550 p. environ. Nombreux hors-texte en couleurs et illustrations en noir. Paris, Plon.

M. Jacques Bainville est un spécialiste de la politique étrangère. Encore tout jeune, il jouit d'une autorité solide non seulement auprès d'une élite mais auprès des gouvernements, non seulement à l'étranger mais en France même, et ce royaliste militant après avoir été décoré par le Roi d'Italie, le fut encore par le gouvernement de la République Française, qu'il sert en adversaire impitoyable mais loyal.

Son œuvre, on la connaît : *Louis II de Bavière, Bismarck et la France. Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient, Histoire de deux peuples. Comment est née la Révolution russe, Histoire de trois générations, L'Italie et la guerre, etc. . .*

Mais ce que connaissent ceux-là mêmes qui ignorent ses livres, ce sont ses articles quotidiens. Brefs, lucides, pénétrants, ce sont des modèles d'exposition, d'explication, souvent de prévision quasi prophétique. Jamais d'éloquence, jamais de sentiment. La sagesse dans l'essentiel.

Une lacune, peut-être : l'indifférence, au moins apparente, à la moralité politique. Pour Bainville, semble-t-il, la politique est une science expérimentale, qui ne doit tenir compte que des faits. D'où la défiance des catholiques français qui croient à l'universelle autorité du Décalogue, et subordonnent à la morale chrétienne la politique internationale, et l'intérêt même de leur pays.

Intelligence à la fois lucide et vigoureuse, don de simplifier sans déformer, sens aigu du possible, patriotisme fervent mais sans folles ambitions, ces qualités, nous les retrouvons, avec quelques autres, dans l'*Histoire de France*, où le scepticisme moral de son positivisme politique apparaît aussi plus atténué.

N'attendez pas pourtant une *Histoire de France* complète. Littérature, arts, sciences, civilisation, mœurs proprement dites, délibérément, Jacques Bainville a laissé tout cela de côté. Il étudie naturellement les rapports de l'Église et de l'État ; mais il néglige ce qui fut proprement la vie religieuse du pays. Les batailles ne l'intéressent que par leurs

conséquences ; des traités eux-mêmes, il dit juste ce qu'il faut pour marquer les étapes, progrès ou régressions, de l'État français.

Bref, et en dépit d'un titre général, il n'a écrit que l'Histoire politique de la France. Cette histoire, il a voulu la rendre non pas poétique ou dramatique, mais intelligible. Réduisant les faits à l'essentiel, il s'est appliqué, au contraire, à en dégager les causes, à en signaler les conséquences. Il a voulu faire œuvre de " bon sens ".

De fait, son "Discours" est lumineux. Nul n'a ramené à une suite plus simple et plus logique les phénomènes complexes et d'apparences parfois contradictoires qui ont, tour à tour, favorisé et contrarié le développement territorial et politique de la France. Grâce à lui, nous croyons voir un Clovis travailler aux mêmes problèmes qu'un Bourbon et déjà les résoudre par les mêmes mêmes procédés. Serrée de trop près, l'analogie deviendrait évidemment un sophisme. Telle que la présente Bainville, elle est plus que vraisemblable et singulièrement éloquente.

D'ailleurs, si l'historien s'applique souvent à bien marquer le retour presque périodique des mêmes causes et des mêmes effets, parfois il lui suffit d'une indication pour suggérer des rapprochements savoureux. Les faits sont tels que, vieux de plusieurs siècles, ils semblent d'aujourd'hui. Écoutez : " Maximilien mourut en 1519. Contre Charles d'Autriche, pour empêcher cette formidable concentration (l'Empire, l'Espagne et ses colonies), François Ier conçut l'idée de se porter candidat à l'Empire. Pourquoi non ? Le choix des électeurs allemands était libre. Quelques-uns étaient nos amis, d'autres à vendre. La lutte électorale entre les deux rois fut la même que si l'enjeu avait été un clocher. Bien que quelques princes seulement fussent électeurs, l'opinion publique comptait, elle pesait sur leurs votes : on fit campagne contre François Ier dans les cabarets allemands, et les deux concurrents n'épargnèrent ni l'argent,

ni la réclame, ni les promesses, ni la calomnie. Pour combattre l'or du candidat français, les grands banquiers d'Augsbourg, les Fugger, vinrent au secours, non de l'Autrichien, mais du candidat qui, par Anvers, tenait le commerce de l'Allemagne. L'opération de banque réussit. Au vote, Charles l'emporta. La montrueuse puissance était constituée, l'Espagne et l'Allemagne accouplées." (1)

A quelques noms près, l'histoire ne paraît-elle pas d'aujourd'hui, si les banquiers de la *City* et de *Wall Street* interviennent de la même manière dans la conclusion des alliances ou des ententes, dans les déclarations de guerre et les accords pacifiques ?

Ne croyons pas à de l'esprit. Si sceptique, si pessimiste qu'il scit ou s'efforce de paraître, Bainville prend trop au sérieux les affaires de son pays pour s'attarder à un jeu même distingué. Son intelligence seule l'oblige à assimiler parfois les uns aux autres des événements séparés par des siècles.

C'est elle aussi qui débrouille les phénomènes en apparence les plus compliqués. Il s'en faut que la politique extérieure de Napoléon Ier ait été, pour ainsi dire, rectiligne. A vouloir l'expliquer plusieurs se sont égarés. Bainville nous en donne pour ainsi dire le mot, ou les deux mots révélateurs : Révolution, Angleterre.

Héritier de la Révolution, Bonaparte lui devait, — et se devait, — pour durer, de poursuivre son œuvre. Cette œuvre, c'était l'extension de la France jusqu'à ses frontières naturelles ; or, au Nord-Est, la frontière naturelle, c'est le Rhin ; mais la France sur le Rhin, c'est l'Angleterre inquiète ou feignant d'être inquiète pour son commerce et sa sécurité.

Et l'Angleterre se dresse hérissée, haineuse, excitée par ses banquiers, ses industriels, ses commerçants plus encore que par ses hommes politiques ; et seule son hostilité irréductible, interdira à l'Empereur la modération, le repos, la paix. Victime de ses origines révolutionnaires, Napoléon le fut

(1) J. Bainville, *Histoire de France*, Ed. Plon, p. 102.

aussi du voisinage anglais.—Ce voisinage ne suffirait-il pas, d'ailleurs, à expliquer beaucoup d'autres vicissitudes de notre histoire ?

J. Bainville n'est pas moins heureux à analyser la politique étrangère de Napoléon III.

Encore un héritier de la Révolution, mais de l'idéologie plus que du patriotisme révolutionnaire. Il rêvait d'affranchir les peuples, d'amener au jour des nationalités nouvelles. Autoritaire en France, il était libéral en Europe. A ce jeu, il irrita la Russie, affaiblit l'Autriche, favorisa l'unité de l'Italie et le développement de la Prusse ; à rêver, lui aussi, de l'Escaut, sinon du Rhin (toujours les frontières naturelles), il inquiéta l'Angleterre, et le jour où la Prusse (cette Prusse si chère à nos libéraux depuis cent ans et plus !) se leva contre la France, Napoléon III se vit seul au milieu de cette Europe qu'il avait prétendu remanier selon la charte révolutionnaire. La politique n'est pas un roman sentimental. Pour l'avoir oublié, Napoléon III avait, dans tous les sens du mot, perdu la France. Notre résumé a la sécheresse d'un schéma. Le chapitre de Bainville, dans sa simplicité voulue, est d'une clarté pathétique.

La même intelligence qui lui permet de tout expliquer, fait de Bainville un juge singulièrement indulgent. On peut même juger sa complaisance excessive, s'il semble parfois supprimer la responsabilité personnelle de tel gouvernant, Henri III, par exemple, Louis XV ou Louis XVI.

Elle a, du moins, le mérite de l'impartialité, car l'historien l'exerce en faveur de presque tous ceux qui ont porté la responsabilité du pouvoir. Royaliste et donc foncièrement antibonapartiste, il se montre d'une équité rare envers Napoléon Ier, et s'il est, au contraire, impitoyable à Napoléon III, c'est parce que le vaincu de Sedan fut un politicien romanesque.

Au positiviste qu'est Jacques Bainville rien ne déplaît plus que l'esprit de système et l'utopie ; rien ne paraît plus

précieux que le bon sens; et si, à presque tous les rois de France, il prodigue des trésors d'indulgence, c'est que presque tous furent des sages, je veux dire les ouvriers laborieux, patients, raisonnables d'une entreprise volontairement limitée.

C'est aussi que leur œuvre fut singulièrement difficile. D'après Aristote, l'homme est un animal politique; Bainville le juge plutôt un animal ingouvernable; à tout le moins, un animal capricieux, fantasque, toujours prêt à la révolte. D'où un renversement des responsabilités.

Des individus, Jacques Bainville les reporte presque toujours sur les collectivités. Pour lui, la foule est désordre, indiscipline. Que, malgré elle, souvent contre elle, ses chefs aient édifié la France, voilà le prodige, et voilà pourquoi ils ont droit à l'hommage de l'histoire.

Mais alors l'indulgence de Bainville est celle d'un pessimiste? Evidemment. Donc indulgence amère? Mon Dieu, l'optimiste humanitaire est un tel dissolvant, qu'on pourrait lui préférer un tonique un peu rude. Cependant, ne concluons pas trop vite du pessimisme à la sécheresse de cœur, et au mépris.

Çà et là, une ligne, un mot trahit, une sensibilité réelle. De Charles VI, par exemple, l'historien dira: "Le roi fou: étrange et funeste complication. Ailleurs, le malheureux eût été déposé. La France le garda avec une curieuse sorte de tendresse, par respect de la légalité et de la légitimité..." Sans doute, l'observateur désabusé ajoute aussitôt: "...chez certains avec l'idée secrète que cette ombre de roi serait commode et laisserait bien des licences." Mais si vite qu'il ne soit ressaisi, le politique s'est un instant effacée devant l'homme, et celui-ci s'est révélé pitoyable.

Pareillement, à propos de Jeanne d'Arc. Bainville s'applique à montrer comment "le sublime épisode... entre harmonieusement dans l'histoire de France, continue le passé et prépare l'avenir"; sans doute, il vante surtout

chez la Pucelle " la justesse du coup d'œil, le bon sens, la certitude du jugement ", négligeant, pour ainsi dire, sa vocation divine et sa sainteté.

Il écrit néanmoins : " D'un consentement universel, il n'est dans aucun temps, dans aucun pays, aussi pure héroïne, récit plus merveilleux. Nul ne pourra l'entendre que ses yeux ne s'emplissent de larmes ".

Attendrissement d'une minute, mais d'autant plus précieux s'il laisse entrevoir que l'impassibilité de l'écrivain est voulue, et qu'il en use, pour la clairvoyance de son regard, comme d'une défense contre son cœur et ses nerfs.

De même, le réaliste qui se défend contre les séductions du rêve, sait entrer dans l'imagination d'autrui et, pour en rendre compte, participer un instant aux équipées qu'il condamne. Voyez comme il peint ce qu'on pourrait appeler la folie italienne de notre 16e siècle : " . . . Un esprit d'aventure soufflait en France. Beaucoup d'Italiens étaient venus, leur pays de soleil attirait. En développant le commerce . . . Louis XI avait donné naissance à de nouveaux courants . . . Et il avait encore, cet avare, donné naissance à des idées de luxe ; d'Italie, il ne venait pas seulement des cages de fer. *Italiam ! Italiam !* C'était un désir, le goût de l'art, du beau plutôt que celui des conquêtes qui animait les Français. Si l'on cherche les résultats des brillantes campagnes de Charles VIII, on ne les trouve guère que dans l'ordre esthétique. Ce fut une vraie guerre de magnificence. Le beau voyage ! Qu'il plut aux Français ! Avec quelle complaisance il fut parlé des exploits de Bayard et de La Trémoille ! Quelle revanche des années grises où Louis XI, enfermé à Plessis-Tours, coiffé de son vieux chapeau, ruminait de longs calculs ! "

Le joli tableau, n'est-ce pas, d'un mouvement rapide, d'un trait si juste, et d'un si discret éclat !

L'intelligence de Bainville n'est donc pas toute d'abstraction ; et, s'il avait voulu, sans doute aurait-il pu, tout comme

un autre, conter, dessiner et peindre. Il a préféré exposer, expliquer. Qui le lui reprocherait, si l'histoire doit employer le témoignage du passé au profit de l'avenir ?

Pas plus que son intelligence n'est intellectualisme, son pessimisme n'est parti-pris étroit. Quand il rencontre ce que nous pourrions appeler une belle réussite, il s'y arrête avec une complaisance épanouie. Au bonheur de la France sous Louis XII, par exemple, il consacre une page trop longue pour être citée tout entière ; mais des fragments permettront de discerner le sourire heureux de Bainville devant ce prodige, un peuple content : " La France se félicite des impôts, qui sont modérés, de la police, qui est efficace, de la justice, qui est juste. Le commerce, lui-même, si exigeant, est satisfait . . . La monarchie française était . . . au jugement des contemporains, le meilleur gouvernement qui existât alors. Elle était tempérée par ses propres traditions, et le mode de formation du royaume y répandait naturellement les libertés . . . Chaque classe avait son statut, ses droits, mais aucune n'était fermée. On accédait librement au clergé. Quant à la noblesse, la bourgeoisie s'y poussait d'un mouvement continu, et cette noblesse prenait l'habitude de servir. Les droits seigneuriaux étaient de plus en plus limités et régularisés, de moins en moins lourds. La loi sortait de la coutume. Et l'ensemble formait une harmonie qu'admira Machiavel, venu d'un pays où tout n'était que confusion. Entre les Français et leur gouvernement, qui se rencontraient dans la ligne moyenne de la modération et du bon sens, la convenance était parfaite." Mais de cette idylle politique, il ne suffit pas à l'historien de jouir après coup. Il en dégage un enseignement : " On comprend que la monarchie capétienne, qui avait déjà résisté à tant d'orages, se voit si profondément enracinée, que la France lui soit revenue à plusieurs reprises et lui soit demeurée fidèle longtemps ".

Arrêtons là notre analyse et nos citations. Elles suffisent peut-être à montrer que, si M. Bainville ne prétend qu'à être un observateur clairvoyant et un professeur méthodique, son bon sens est sans étroitesse, son intelligence sans sécheresse ni froideur. Non seulement il voit juste, mais il voit loin et profond ; et son impassibilité, digne d'un diplomate, est le fait d'une volonté qui maîtrise la sensibilité sans l'étouffer. Reste ce que j'ai appelé son indifférence morale. Mais, dans la mesure où ses préférences vont à la politique de sagesse et de modération, qui fut celle de presque tous nos rois, il échappe déjà à bien des reproches. Et comme certains excès ont été des sottises autant que des injustices, il condamne au nom de la raison, ce que d'autres condamneraient au nom de principes supérieurs. Que des catholiques jugent cette politique toute réaliste fort éloignée d'une politique vraiment chrétienne, ils ont évidemment raison. Mais qu'on compare les principes de Bainville à ceux de tels historiens allemands, on verra mieux ce que sa raison souhaite pour la paix du monde ; qu'à ses phrases un peu sèches mais toujours franches, on oppose les déclamations évangélicomercantiles de tels Anglo-Saxons, on verra de quel côté sont les rêves d'hégémonie et les menées impérialistes. Ni cynique, ni prédicant, il cherche uniquement l'intérêt de sa patrie. Lui reprochera-t-on de le proclamer loyalement, surtout quand, grâce à son bon sens, il n'a d'ambitions que raisonnables, et fait de la modération politique l'indispensable condition de toute prospérité et même de toute paix durable ?

*

* *

Pour une période plus restreinte (1515-1804), M. Louis Madelin traite le même sujet que M. Bainville, l'*Histoire politique de la France* ; mais sa manière est bien différente.

Lui aussi, grâce à une intelligence vigoureuse, il explique, il éclaire à merveille les événements et les hommes. Lui aussi, il montre, on pourrait dire il démontre quelle logique, malgré tant de péripéties, a présidé à l'unification territoriale et politique de la France. Mais son "discours" est plus varié, d'allure, plus riche de couleurs, plus vibrant aussi.

Dans le sujet précis qui est le sien, il ne s'enferme pas comme dans une tour aveugle. Avec discrétion, mais avec complaisance, il rattache la politique proprement dite aux autres phénomènes de la même époque. Du siècle de Louis XIII, par exemple, il n'isole pas, même pour le grandir, l'homme politique par excellence, Armand, Jean du Plessis, cardinal duc de Richelieu. Il le replace dans son milieu, il nous le montre aux côtés du Roi. A ce rapprochement, nous gagnons d'abord un tableau plus vivant et surtout plus exact. Nous y gagnons surtout de voir plus grands encore ce siècle, le Roi et Richelieu lui-même. De ce magnifique chapitre (Ile partie, chapitre III) quelques lignes suffiront à me faire entendre : "... Une génération nouvelle était née dans l'État et c'était le fait capital, l'événement essentiel. Napoléon, parlant d'une autre restauration française, celle de l'an VIII, dira : "Un homme n'est qu'un homme". Si grand qu'il soit, quelque volonté qu'on lui suppose et de quelque génie qu'il soit inspiré, un homme ne peut en effet rien si toute une génération ne l'appuie et ne le seconde, dont il n'est lui-même que le représentant éminent. Richelieu est, en 1624, déjà bien fort de ses qualités et de ses facultés : il est mille fois plus fort de celles de ses contemporains."

Ce principe posé, la démonstration se poursuit, précise à la fois et chaleureuse : "Génération magnifique, une des plus belles qui soient nées en France, riche jusqu'à l'opulence en génies de tout ordre, mais gardant, en dépit de cette incroyable abondance de fortes personnalités, une unité singulière, un caractère commun et des traits collectifs. Que Vincent de Paul ait trouvé le chemin de tant de grands cœurs,

il fallait qu'il y en eût, que Corneille ait, le soir à jamais mémorable du *Cid*, fait se soulever d'enthousiasme tant d'âmes enivrées de noblesse, il fallait qu'il y en eût. . . De la fin des guerres civiles à celle du règne d'Henri IV, pendant trente ans à peu près, des hommes sont nés qui, pleins d'un génie si fortement personnel, collaboreront, même quand ils n'aimeront point le cardinal, consciemment ou non, à sa grande œuvre.

“C'est de cette puissante génération, venue au monde entre 1575 et 1610, que les grands hommes qui travaillèrent à la resplendissante grandeur du règne de Louis le Grand reçurent la leçon d'où sortit cette grandeur : la leçon des fortes disciplines.”

Des tableaux de ce genre, chez Bainville, sont rares, exceptionnels. Ils abondent chez Madelin. Je signale seulement *L'Avénement du Grand Roi* (IIe partie, chapitre VIII) et *L'Avénement de César* (IIIe partie, chapitre IX).

Les portraits ne sont ni moins nombreux ni moins remarquables. Je ne citerai cependant que l'un d'eux, celui de François Ier. Les autres nous présentent des personnages déjà connus; celui-ci semble bien une révélation.

Non que Madelin tombe dans le paradoxe comme certains entrepreneurs de réhabilitations. Il garde à François d'Angoulême ses défauts et ses qualités légères : amour du plaisir, frivolité, élégance, faste, bravoure parfois téméraire. Mais il lui restitue les qualités sérieuses, solides, les vertus royales qu'on lui avait déniées jusqu'ici. “C'était un faux écervelé, une manière d'illusionniste, un paladin peut-être, mais de cette race de fins renards qui avait donné à la France Louis XI, après bien d'autres, et lui donnera Henri IV.”

Voilà le trait essentiel. Le chevalier de Marignan, l'amant de Diane de Poitiers, est un roi politique. Tyran ? non pas ; mais au contraire, respectueux des consciences ; son attitude première envers les protestants en est la preuve. Mais conscient de ses droits, soucieux de son autorité, prompt aux or-

dres énergiques, et, s'il le faut, aux répressions sévères. Bien avant Louis XIV, il malmène le Parlement indocile : " Je suis roi aussi bien que mes prédécesseurs et me ferai obéir . . . Ceux qui ne se soumettront pas à mes ordres, je les chasserai." Il menacera même de " les mettre aux fers ". Bien avant Bonaparte, il impose au Souverain Pontife un Concordat qui, pour plus de deux siècles et demi, va livrer l'Église de France aux mains du Roi. Il mâte l'Université de Paris. En châtiant le connétable de Bourbon, il brise, tel Richelieu, la féodalité. Enfin, tel Colbert contre Fouquet, il ruine l'oligarchie financière, et moins soucieux des services reçus que des dangers courus, il envoie au gibet de Montfaucon, Jacques Beaume de Samblançay. Et, bien entendu, il réduit à l'obéissance les provinces, les villes, et le peuple même de Paris.

Coureur de guilledou, ou à peu près, voilà comme un Victor Hugo, un Michelet même avaient vu François Ier. Ils ignoraient donc ce cri de Louise de Savoie, sa mère : " Mon fils, mon César est roy ! " Ils ignoraient donc ce principe de Duprat, son chancelier : " Le roi de France est Empereur dans ses États " ?

Avoir ainsi substitué l'histoire à la légende, suffirait à imposer le nouveau livre de M. Madelin.

Mais, dans la mesure même où il fait aux rois de France leur belle part, Louis Madelin se refuse à cette espèce de satisfecit général et total que leur accorde si généreusement un Bainville. Pas plus que celui-ci, il ne méconnaît les responsabilités des dirigés, et les difficultés incessantes, les dangers parfois mortels que firent courir à la royauté, à la France même, l'indiscipline féodale, l'arrogance parlementaire et le caprice populaire. Il ne méconnaît pas davantage la résistance aveugle des privilégiés (clergé, noblesse) aux réformes indispensables, l'aveuglement des coteries sous Louis XV et Louis XVI, et la tyrannie des démagogues même avant 1793.

Il n'en croit pas moins que, par incapacité ou par frivolité, les chefs responsables ont, à certaines heures, trahi les intérêts du pays. Pour ne parler que de Louis XV, il cite les paroles, telles attitudes sur lesquelles on eût aimé entendre s'expliquer un Bainville. Si l'on peut se défier d'une Tencin, lorsqu'elle le compare à "un écolier qui se hâte de faire son thème pour sortir de classe" ; si l'on peut récuser d'Argenson s'écriant dès 1740 : " Il voit son royaume périr, et il laisse tout faire." contestera-t-on ces mots du roi lui-même, après un conseil des ministres : " Je ne sais ce que cela donnera, mais ils l'ont voulu ". ou encore " Nous avons adopté le parti le meilleur, mais vous verrez qu'ils feront le contraire." ?

En vérité, est-ce là langage de chef, et cet abandon ne ressemble-t-il pas à une défection ?

Sans doute, Bainville a-t-il eu ses raisons de taire ou d'atténuer certaines fautes royales. Peut-être la supériorité intrinsèque de l'autorité monarchique lui paraît-elle justifier son indulgence pour les plus médiocres monarques. Peut-être croit-il à une sorte de fatalisme historique qui atténue singulièrement les responsabilités individuelles . . .

Je crains cependant que ses partis pris ne nuisent à sa thèse, et je ne suis pas très sûr que, républicain libéral ou bonapartiste discret, Louis Madelin n'ait pas rendu à la monarchie française un hommage aussi probant que Jacques Bainville, collaborateur très justement aimé de Charles Maurras.

Cependant, malgré la différence de leur méthode, malgré la diversité de leurs opinions politiques, les deux historiens nous laissent sur la même impression finale, nous inspirent les mêmes conclusions et les mêmes sentiments.

L'un et l'autre reconstituent sous nos yeux le chef-d'œuvre de longue patience et de courageuse sagesse qu'à été la formation de la France. Des Mérovingiens aux Bourbons, les rois ont dû conquérir la France non seulement sur l'étranger

mais sur elle-même. Ne fut-elle pas, dix siècles durant, morcelée entre des propriétaires ou souverains que son unification devait dépouiller ? Ne fut-elle pas, plus longtemps encore, la proie de partis toujours prêts à chercher du secours au-delà des frontières ? La conquête des esprits ne fut ni moins longue ni moins laborieuse que celle du territoire. La menace étrangère, la crainte de l'anarchie groupaient autour du roi les intérêts et les cœurs ; puis, la paix rétablie, la discipline semblait servitude, la fidélité devenait exigeante, les collaborations coûteuses ou insurgées, et, encouragés par des voisins défiants ou cupides, c'étaient de nouveau la fronde, le désordre, le gâchis. De Clovis à Louis XIV, le même phénomène d'alternance se renouvelle dix fois.

Conclusion ? L'histoire de la France demeure un prodige et l'œuvre royale, dans son ensemble, admirable.

D'autant plus qu'elle n'eut pas seulement contre elle la sottise des uns et la méchancetés des autres. Sans cesse, un accident vint tout compromettre ; sans cesse, le destin sembla accumuler contre elle les catastrophes fortuites. Charles V a restauré, pacifié, enrichi ; Charles VI devient fou et, avec lui, le pays sombre dans l'horreur.— François Ier a refait l'unité politique et morale ; Henri II meurt dans un tournoi, et c'est l'avènement du débile François II.— Un peu plus tard, Henri III tombe sous le couteau de Jacques Clément et, pour un peu, la couronne passerait à un étranger. Dix-sept ans après, c'est l'assassinat d'Henri IV, amenant, avec la minorité du nouveau roi, une de ces Régences qui furent toujours cruelles à la France. Faut-il rappeler, au siècle suivant, la mort du Dauphin, la mort du duc de Bourgogne, laissant le trône à un enfant de cinq ans, et le pouvoir effectif à un prince indigne ? Et sous la Restauration, l'assassinat du duc de Berry ; sous la monarchie de Juillet, la mort accidentelle du duc d'Orléans ; sans lesquels la face du monde, peut-être, eût été changée. Tout près de nous, qui démêlera jamais les conséquences de ces accidents : la mort

de Gambetta, l'assassinat de Carnot, l'effondrement de Paul Deschanel ? Au vrai, qui lit l'Histoire de France se heurte sans cesse, comme dans la tragédie grecque, à l'invisible et terrifiante Némésis qui ne permet pas aux hommes les sublimes ascensions. D'où un double sentiment : amour, angoisse, pour le pays toujours menacé, admiration reconnaissante pour ceux qui, malgré tout, l'ont fait ce que nous savons.

Admira ! on d'autant plus vive, que, selon Madelin comme selon Bainville, la France fut l'œuvre non pas de quelques génies exceptionnels, mais d'une série d'ouvriers raisonnables, prudents et tenaces. Nous savions déjà qu'un Louis XIV lui-même avait valu surtout par son bon sens. Le bon sens, c'est la qualité que nos deux historiens signalent avec une complaisance particulière chez presque tous nos rois, de Clovis lui-même à Louis-Philippe, en passant par Hugues Capet, Saint Louis, Philippe le Bel, Charles V, Charles VII, Louis XI, François Ier, Henri IV, Louis-le-Grand et Louis XVIII. On voit la conséquence immédiate : la destruction d'une légende, celle de l'impérialisme français. Pour un roi conquérant, pour une Convention belliqueuse, pour un Napoléon condamné à la guerre — et pas toujours par sa faute — que de rois modérés dans leurs ambitions nationales, soucieux seulement pour le pays de frontières légitimes et solides, et pour l'Europe d'équilibre équitable ! Cette affirmation peut surprendre, qu'on lise Bainville, qu'on lise Madelin ; ils apportent faits sur faits. Je n'en citerai qu'un ; en 1831, on offrit à un fils de Louis-Philippe la couronne de Belgique. La France venait de libérer ce petit pays ; elle pouvait se croire des droits. Le Roi refusa cependant. Son renoncement n'assura pas seulement le maintien d'une paix que menaçait l'Angleterre. Il assurait, pour l'avenir, la résistance anglaise à toute violation de la neutralité belge. Preuve entre bien d'autres de ce fait trop longtemps méconnu : ni en Europe, ni en France même, il n'y eut de gouvernement plus généralement pacifique que la monarchie.

Mais alors d'où et pourquoi toutes ces guerres qui remplissent notre histoire ? La plupart assurèrent seulement la conquête, puis la défense du sol national. Si l'on se rappelle que Hugues Capet ne possédait guère en propre que l'Île-de-France ; que, tour à tour ou ensemble, la Guyenne, la Normandie, Calais, appartenirent aux Anglais ; la Bourgogne, la Franche-Comté, Metz, Toul, Verdun aux Impériaux ; la Flandre française aux Espagnols ; on comprendra que les guerres de libération s'imposèrent à la France comme une nécessité aussi impérieuse qu'à un organisme quelconque l'expulsion d'un corps étranger.

En rappelant ces vérités aussi évidentes que méconnues, Jacques Bainville et Louis Madelin ont fait œuvre non seulement de bons Français mais de bons Européens. Tant de querelles sont à base de préjugés !

Malheureusement, pour la paix, comme pour la guerre elle-même, il faut être deux, sinon plusieurs. Or la situation géographique de la France, d'ailleurs si belle, si avantageuse, est singulièrement dangereuse. Au Nord, au Nord-Est, l'absence de frontière naturelle l'expose à l'incessante invasion ; la proximité de sa capitale attire nécessairement la convoitise des conquérants. Une seule couverture efficace : le Rhin. Mais la France sur le Rhin, c'est l'Angleterre aussitôt insurgée. Démantelée contre l'invasion germanique, ou immédiatement aux prises avec la flotte anglaise, voilà le dilemme tragique qu'impose à la France la géographie.

Entre son sol et son âme, entre ses besoins comme entre ses aspirations, un autre conflit surgit non moins grave. Sa curiosité, son goût de l'aventure héroïque, son génie civilisateur et missionnaire, tout cela fait d'elle une grande puissance coloniale ; mais la richesse de son sol, fait d'elle un pays agricole, heureux et jaloué. Pour la défense de la terre, le paysan accepte la nécessité d'une armée. Mais une flotte pour la sauvegarde de possessions lointaines ? Aussi, sur cette terre que baignent trois mers et un océan, la politique ma-

ritime ne fut-elle jamais populaire. Et il faut bien avouer qu'entretenir ensemble une armée et une marine est un terrible fardeau. Cependant que ne perdrait pas la chrétienté elle-même à une déchéance même partielle de la France ? Destinée tragique, en vérité, d'un pays que sa richesse et sa beauté exposent à toutes les convoitises, et d'un peuple qui ne connaîtrait la tranquillité qu'en renonçant au meilleur de son âme !

Ses amis ont donc quelques raisons d'inquiétudes, surtout après ce monstrueux paradoxe d'une paix plus folle encore que la guerre n'avait été cruelle. Aussi, au terme de son récit, Jacques Bainville se défend mal d'une angoisse. Il conclut même par une phrase qui fait frissonner. Ayant énuméré les motifs d'espérer qui nous restent quand même, il écrit : " Si l'on n'avait cette confiance, cela ne vaudrait même pas la peine d'avoir des enfants."

Parole effroyable, que l'on voudrait d'abord effacer, déchirer... En réalité, parole courageuse qui donne aux lignes précédentes leur signification vraie, et, je l'espère, une efficacité plus convaincante. Ces lignes les voici : " Sur les vastes destructions qu'une guerre immense et les révolutions qui l'ont suivie ont causées, personne ne peut dire ce qui s'élabore, ce qui est provisoire et ce qui est définitif. Seulement, quand on compare la France aux autres pays, quand on se représente les hauts et les bas de son histoire, on voit qu'elle n'est pas la plus mal partagée. Exposée aux tribulations, souvent menacée dans son être... elle n'est pas sujette à ces affaissements ou à ces longues éclipses dont tant d'autres nations offrent le modèle. Sa structure sociale reste solide et bien équilibrée. Les classes moyennes, sa grande force, s'y reconstituent toujours en peu de temps. Après toutes ces convulsions, parfois plus violentes qu'ailleurs elle ne tarde pas à renaître à l'ordre et à l'autorité, dont elle a le goût naturel et l'instinct..." Sous la plume d'un observateur impitoyable et d'un positiviste sans illusion, de pa-

reilles paroles toutes simples, toutes froides, sont d'une éloquence singulière...

Du moins, confèrent-elles une autorité nouvelle à telle page de Louis Madelin, dès aujourd'hui fameuse. Avant le livre lui-même, elle me parvenait, détachée par un lecteur peu porté cependant à l'enthousiasme facile. Depuis, Georges Goyau l'a citée dans la *Revue des Deux-Mondes*. La reproduire ici rendra plus sensibles les mérites divers des deux historiens traitant le même thème.

"Pays singulier, inintelligible aux étrangers et parfois à lui-même. Quand il paraît tout au plaisir, il est prêt au sacrifice ; quand il paraît tout à la paix, il est prêt à la guerre ; quand il paraît tout à la sédition, il est mûr pour la soumission ; près des sommets, il glisse avec une rapidité parfois effrayante aux abîmes, quand il semble en toucher le fond, il rebondit aux cimes. Quatre fois, au moins, en son histoire, il a semblé perdu sans recours ; quatre fois, il s'est magnifiquement sauvé. Son patriotisme qui est en thèse générale, ardent et jaloux, parfois semble s'affaiblir, s'obscurcir, défaillir ; mais quand il paraît que l'ennemi n'a plus qu'à renverser un moribond, le moribond se dresse plus vivant que jamais. Déchiré par les querelles, il se réconcilie et après avoir acclamé ceux qui l'ont divisé, il chérit les hommes qui l'ont rapproché. Soulevé par les séditions les plus formidables, il se soumet à qui a su y mettre fin, et avec une gratitude fervente..."

"Malgré tant et de si grandes révolutions, ce peuple n'est pas révolutionnaire, il produit des tribuns meneurs d'assemblées et des agitateurs meneurs de foules, donne d'ardents soldats aux idées subsersives, comme des apôtres aux causes les plus idéales ; mais une masse demeure, qu'à peine les passions ont agitée : bourgeois rassis, paysans laborieux, artisans raisonnables, prêtres dévoués, voici des siècles qu'ils forment les vraies assises de la nation ; ils y représentent la raison, le bon sens, un bon sens parfois ironique — et, partant,

l'esprit d'équilibre. Ils laissent un temps parler les tribuns... s'agiter les émeutiers, se déchirer les partisans.

“ Leur heure vient qui est celle du bon sens et où le bon sens rétablit la France...”

Ainsi sont d'accord le disciple de Maurras et celui de Vandal, l'analyste froid, ennemi des effusions, et l'ancien combattant aux vibrations d'orateur ; tous deux, d'ailleurs, ne s'appuyant que sur des motifs humains. Très différent de l'un et de l'autre, l'auteur de l'*Histoire religieuse de la Nation française* nous apportera sans doute, avec l'occasion d'admirer son talent, d'autres raisons de partager leurs communs espoirs.

H. GAILLARD DE CHAMPRIS.